

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 janvier 2019

URGENCE DÉSERTIFICATION MÉDICALE - (N° 1542)

Adopté

AMENDEMENT

N ° AS14

présenté par
M. Cazenove

ARTICLE 5

À l'alinéa 1, substituer aux mots :

« , à titre expérimental et pour une durée de trois ans, autoriser la dispensation, par les pharmacies d'officine, de certains médicaments »

les mots :

« après consultation d'au moins deux organisations représentatives syndicales de médecins généralistes et médecins spécialistes, à titre expérimental et pour une durée de trois ans, autoriser la dispensation, par les pharmacies d'officine, de certains médicaments dans le cadre d'un renouvellement de prescription et hors médicaments à visée psychotrope ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il apparaît important de consulter, même dans le cadre d'une expérimentation, au moins deux organisations représentatives syndicales dans la mise en oeuvre de ce dispositif pour un avis plus représentatif, l'article L. 162-5 du code de sécurité social n'en prévoyant qu'une ou plusieurs dans son 1^{er} alinéa. Par ailleurs, l'article 5 de la proposition de loi autorise les pharmacies d'officine à dispenser certains médicaments, dont il convient d'exclure ceux à visée psychotrope (anti-dépresseurs, anxiolytiques, hypnotiques) et ceux sans première prescription médicale (médicaments anti-hypertenseurs) nécessitant l'avis d'un médecin.